

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française	2.000	4.000	1.100	2.100	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 - Tél. 21-37-18 - 21-61-08 - FAX (228) 21-61-07 - LOME Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	2.300	4.500	1.250	2.350	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste : Togo, France et autres pays d'expression française 150 frs Etranger : Port en sus Les numéros spéciaux 200 frs					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL. : 21-27-01 — LOME

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,

ARRETES ET DECISIONS

1993

11 Juil. — Accord de Ouagadougou III entre la délégation Présidentielle et le Gouvernement et le Collectif de l'Opposition démocratique (COD II)

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

RECEPISSES DE DECLARATION D'ASSOCIATIONS

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ACCORD

Sous la médiation de Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, Président du Burkina Faso, les représentants du Président de la République Togolaise et du Gouvernement togolais d'une part et les représentants du Collectif de l'Opposition Démocratique. (COD II) d'autre part, se sont réunis à Ouagadougou du 17 au 21 juin et du 9 au 11 Juillet 1993 pour examiner les questions relatives à la sécurité et à l'organisation des élections au Togo.

Au terme des discussions empreintes de franchise et de fraternité, les deux délégations, soucieuses de restaurer la paix, la sérénité et la confiance mutuelle, ont convenu de ce qui suit :

1. SUR LA SECURITE

1.1. La réaffirmation du caractère apolitique des Forces Armées Togolaises et des Forces de Sécurité Publique et leur neutralité vis-à-vis des partis et sensibilités politiques.

- 1.2. L'interdiction de toute activité subversive ou de déstabilisation, de toute violence à caractère politique et de toute provocation de personnalités et autorités politiques, des Forces Armées Togolaises et des Forces de Sécurité Publique.
- 1.3. Les Forces Armées Togolaises resteront dans leurs casernes.
- 1.4. En cas de troubles graves de l'ordre public interne, et seulement si l'effectif et les moyens des Forces de Sécurité Publique sont insuffisants, le Gouvernement, en Conseil des Ministres, pourra décider de faire appel aux services des Forces Armées Togolaises. Dans ce cas, le peuple sera tenu informé. Dès leur mission terminée, les unités se retireront sur ordre du Gouvernement.
- 1.5. Les Forces Armées Togolaises seront entièrement soumises au Gouvernement dans l'accomplissement de leurs tâches.
- 1.6. Des observateurs internationaux seront invités pour constater la mise en application des dispositions du présent accord.
- 1.7. La sécurité publique sera garantie et maintenue par les Forces de Sécurité Publique composées d'éléments de la Gendarmerie Nationale, de la Police et des Gardiens de la Sécurité du Territoire.
- 1.8. La mission de sécurité publique concerne notamment :
 - le démantèlement des dépôts et caches d'armes illicites ainsi que des réseaux de milices ;
 - la sécurité des manifestations publiques, des édifices publics, des institutions de la République, des hommes politiques et des sièges des partis politiques.
- 1.9. Les Forces de Sécurité Publique seront placées sous l'autorité du Gouvernement. Elles recevront, à la demande du Gouvernement, une assistance technique internationale provenant de pays ayant des accords de défense avec le Togo.
- 1.10. Les Forces de Sécurité Publique stationnées dans les chefs lieux des Préfectures seront à la disposition des Préfets qui leur définiront les missions à accomplir. Toutefois, la désignation de leur commandement, à tous les niveaux (national, régional, préfectoral) relèvera de la compétence du Gouvernement.

2. SUR LES ELECTIONS

- 2.1. La Commission Electorale Nationale de neuf (9) membres sera réaménagée ainsi qu'il suit :
 - un (1) président : Le président de la Cour d'Appel ;
 - trois (3) membres proposés par la sensibilité présidentielle ;
 - trois (3) membres proposés par le COD II ;
 - deux (2) membres indépendants choisis d'un commun accord.
- 2.2. La Commission Electorale Nationale est indépendante et dispose de moyens financiers suffisants pour accomplir sa mission en toute indépendance.
- 2.3. La Commission Electorale Nationale a pour mission :
 - d'élaborer son règlement intérieur ;
 - d'apprécier le budget des opérations électorales ;
 - d'inventorier et de suivre la mise en place des documents et matériaux électoraux ;
 - de gérer les moyens humains, matériels et financiers mis à sa disposition ;
 - de veiller à la régularité, à la sécurité des opérations électorales et au respect de l'égalité d'accès des partis à tous les médias d'Etat ;
 - de contrôler la régularité des procédures et des moyens mis en place pour le déroulement régulier des consultations ;
 - de superviser le déroulement des opérations électorales dans tous les bureaux de vote et d'y contrôler le dépouillement des bulletins ;
 - de coordonner la mission et les activités des observateurs nationaux et étrangers ;
 - d'adresser un rapport écrit sur le déroulement des opérations électorales au Président de la Cour Suprême.
- 2.4. La Commission Electorale Nationale peut mettre en place des Commissions techniques consultatives.
- 2.5. Une Commission Electorale Locale sera créée dans chaque préfecture et dans la commune de Lomé, présidée par un magistrat et placée sous l'autorité de la Commission Electorale Nationale.
- 2.6. Les Commissions Electorales Locales, les Commissions Administratives de distribution des cartes d'électeur, ainsi que les bureaux de vote seront structurés de manière à ce que les sensibilités politiques et les représentants de tous les candidats y soient présents.

2.7. Au terme du recensement des votes, de la proclamation des résultats provisoires par la Commission Electorale Nationale dans les 72 heures qui suivent la clôture du scrutin, son Président transmet les procès verbaux et l'ensemble des pièces relatives aux opérations électorales à la Cour Suprême.

2.8. Les résultats définitifs des élections présidentielles et législatives sont publiés par la Cour Suprême dans les 15 jours qui suivent la date de transmission des documents électoraux par le président de la commission électorale nationale.

2.9. Les listes électorales devront être affichées. Les commissions administratives locales examineront les recours formulés en inscription ou en radiation par tout électeur et ce jusqu'à 48 heures avant la date d'ouverture du scrutin.

2.10. La Commission ad-hoc de l'Audio-visuel sera réaménagée et devra veiller à l'application de la réglementation sur l'accès équitable aux médias d'Etat et à la juste répartition des temps d'antenne.

2.11. Les propositions d'invitation viennent de la Commission électorale nationale et du gouvernement. Les invitations des observateurs sont adressées par le gouvernement.

2.12. Les observateurs internationaux seront déployés sur toute l'étendue du Territoire pour suivre le déroulement des élections.

2.13. Le bulletin de vote utilisé sera individuel pour chaque candidat. Chaque bureau de vote devra disposer de la même quantité de bulletins pour chacun des candidats.

La procédure de vote devra garantir le secret du scrutin. Les bulletins non utilisés devront être déposés dans un sac de jute prévu dans l'isoloir à cet effet. Aucun électeur ne devra sortir du bureau de vote avec des bulletins. La commission Nationale Electorale prendra les dispositions à cet effet.

2.14. Les élections présidentielles précéderont les législatives.

2.15. Le premier tour des élections présidentielles aura lieu quarante cinq (45) jours après ce jour 11 juillet, date de signature du présent accord, soit le mercredi 25 Août 1993.

2.16. Le Burkina Faso et la France désigneront un comité de suivi de la période en objet. Ce comité invitera d'autres pays amis du Togo, notamment l'Allemagne et les Etats-Unis, à y participer.

OUAGADOUGOU, LE 11 JUILLET 1993

*Pour la Délégation présidentielle
et le Gouvernement Togolais*
B. M. BARQUE

*Pour le Collectif de l'opposition
Démocratique COD II*
Léopold Messan GNININVI

Pour le Burkina Faso
DIALLO Ismaël A.
Ambassadeur, Conseiller spécial
du Président

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATIONS

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION
N° 580/MATS-SG-APA-PC du 19-8-93

TITRE DE L'ASSOCIATION : MOUVEMENT D'ACTION
POUR LE RENOUVEAU SOCIAL (M. A. R. S.)

SIEGE : LOME

BUTS : LE MOUVEMENT D'ACTION POUR LE
RENOUVEAU SOCIAL a pour but :

— de lutter contre la déperdition scolaire, pour une éducation bien faite, pour une orientation des élèves leur permettant de mieux réussir,

— d'aider les élèves qui ont abandonné les cours pour des raisons diverses, à avoir un cadre de formation technique et professionnelle,

— d'aider les apprentis nouvellement sortis à avoir du matériel pour un but d'exercice,

— d'organiser les travaux de volontariat pour le développement, des cours d'alphabétisation de masse,

— de lutter contre la prostitution juvénile,

— d'organiser des groupements et coopératives dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat et de la médecine.

P.J. —

— Statuts

— Liste des membres du
Bureau-Directeur.

Lomé, le 19 août 1993

Le Ministre de l'Administration
Territoriale et de la Sécurité

Combévi Georges AGBODJAN

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION
N° 492/MATS-SG-APA-PC du 3-8-93

Titre de l'Association : SYNDICAT INDEPENDANT
DES CONDUCTEURS DU TOGO (S.I.C.TO.)

Siège : KPALIME

Buts : Le Syndicat Indépendant des Conducteurs du

Togo a pour but :

— Sur le plan professionnel

— amener les conducteurs routiers à prendre conscience de leurs devoirs et droits vis-à-vis des transporteurs d'une part, et d'autre part vis-à-vis de l'administration et des agents de sécurité routière ;

— amener les conducteurs à observer en tout lieu et en tout temps un comportement digne du rôle important de leur métier dans la vie socio-économique du pays ;

- assurer aux conducteurs une meilleure formation professionnelle par l'organisation des stages de recyclage systématique orientés vers des cours théoriques et pratiques du code de la route;
- créer et favoriser aux conducteurs les meilleures conditions matérielles et morales de travail.
- Sur le plan social,
- créer un esprit d'union, de compréhension et d'entente entre les conducteurs en vue de les amener à l'entraide sociale.
- Sur le plan Culturel
- favoriser l'exercice de l'éducation physique et des sports pour le bien-être physique des conducteurs.
- P. J.
- Statuts
- Liste des Membres
du Bureau-Directeur

Lomé, le 03 Août 1993

Le Ministre de l'Administration
Territoriale et de la Sécurité
Combévi Georges AGBODJAN

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION
n° 1549/MATS-SG-APA-AP du 5-11-92

Titre de l'Association: «ASSOCIATION DES TRANSITAIRES SANS EMPLOIS DU TOGO» (A.T.S.E.T.)

Siège: LOME.

Buts: l'Association a pour buts:

- Unir en son sein tous les transitaires des deux sexes,

- sans discrimination raciale, tribale ou régionale, exerçant ou ayant exercé une profession de transit.
- œuvrer pour le bon fonctionnement du métier avec la douane togolaise et pour le développement de la société.
- défendre valablement les intérêts matériels, professionnels et moraux et ses membres de manière à obtenir l'amélioration de leur condition de vie et de travail
- favoriser et développer l'esprit de solidarité avec tous ses membres en vue de mutuelles consultations d'entraide dans les moments difficiles de la vie.
- rechercher l'unité d'action avec toutes les organisations nationales et internationales qui favorisent le triomphe de ces aspirations ou qui poursuivent des buts similaires.
- organiser périodiquement des colloques et séminaires de recyclage.
- entretenir de par et d'autre des relations fructueuses de coopérations et de solidarité avec la zone franche du Togo.

P. J.

- Statuts

- Liste des membres
du Bureau-Directeur.

Lomé, le 5 Novembre 1992

Le ministre de l'Administration
territoriale et de la Sécurité
Messan Agbéyomé KODJO